

a été grossi, exagéré e manière à jeter sur le port de Montréal le plus de discrédit possible.

A quoi ces accès de jalousie ont-ils abouti? Le port de Québec en est-il moins délaissé et celui de Montréal moins achalandé?

Nous avons devant les yeux un tableau qui indique qu'en 1900 le tonnage des navires entrés dans le port de Québec était inférieur à celui de 1880 et même de 1870. Le port de Québec n'a donc, pendant trente ans, su tirer aucun parti de la situation si favorable que lui reconnaissent ses habitants et que nous lui reconnaissons nous-mêmes sans aucune peine.

En 1906, on indique par 1,259,100 tonneaux le tonnage total des navires entrés à Québec, c'est un chiffre presque double de celui de 1900. Que s'est-il passé à Québec pour qu'en un aussi petit nombre d'années l'augmentation soit aussi marquée? A Québec, il ne s'est rien passé, ou plutôt on n'a rien fait qui ait pu encourager les navires à ne pas aller plus loin. S'il ne sont pas allés plus loin, c'est que les dimensions des navires ont pris de l'ampleur et que les compagnies de navigation ayant les plus gros navires ont cru plus prudent d'attendre, pour les faire monter jusqu'à Montréal, que le chenal entre les deux ports ait été partout creusé à une plus grande profondeur.

C'était le moment pour Québec de profiter de ses avantages naturels, de traiter les compagnies de navigation avec certains égards et de s'outiller de manière à donner aux navires toutes facilités de chargement et de déchargement; travail expéditif et économique.

Au lieu de cela, les débardeurs profitèrent des progrès du port pour montrer les dents longues; mieux payés que partout ailleurs, ils exigent des salaires encore plus élevés qui rendent impossible l'arrêt des navires à Québec. Ils sont aujourd'hui menacés de voir les "Empress" passer Québec sans s'y arrêter. Les débardeurs lâchent la proie pour l'ombre.

A Montréal, on ne connaît pas la jalousie, personne n'y souhaite le déclin du port de Québec. Tous ici nous désirons que la vieille cité de Champlain progresse; ses progrès seront utiles et profitables à la province et au pays tout entier. Mais, pour progresser, il ne faut pas piétiner sur place, il faut agir et Québec dort.

LE MARCHÉ DU CAFÉ

Le dernier rapport mensuel sur le café publié le 15 juillet, par la maison Henry Nordlinger & Co., de New-York, constate qu'il y a eu augmentation soutenue de la consommation du café brésilien, tandis que la consommation des cafés doux a eu une tendance à la diminution.

La production mondiale a dépassé la consommation de 63-4 millions de sacs. Tout cet excès de production et d'avantage est tenu hors du marché par les trois états producteurs de café du Brésil, dont les gouvernements ont fait exactement ce qu'ils annonçaient au début: c'est-à-dire qu'ils ont acheté le surplus entier de la production de l'année dernière et le détenu hors du marché; cela durera probablement jusqu'à ce que la consommation en ait besoin, ce qui laisse la quantité disponible pour le commerce à un prix inférieur à ce qu'il était les années passées.

L'antagonisme du commerce et du public en général pour le système appelé valorisation a persisté dès le début pendant toute la période d'achat par le gouvernement.

Tous les commerçants ont laissé leurs stocks baisser beaucoup et les spéculateurs ont liquidé en grande partie ce qu'ils détenaient; cela réduit considérablement la quantité visible de café de l'univers et les dépôts de spéculation.

Les achats du gouvernement ont cessé il y a un mois environ. Des arrangements financiers ont été conclus pour garder pendant une période d'au moins douze mois les 7 à 8 millions de sacs acquis, et s'il est vrai, comme on le prétend, que la Banque Rothshild, renommée universellement (qui s'est opposée dès le début à l'entreprise hasardeuse d'acheter du café pour le compte du gouvernement) vient maintenant à l'aide du Brésil, nous croyons que l'entente stricte par laquelle le gouvernement ne doit plus acheter un seul sac de café est conclue. Dans ce cas il est très probable que la conclusion de cette spéculation sera laissée à la sagacité des banquiers nommés ci-dessus; il n'y aurait pas alors à redouter une mise sur le marché à des prix bas ruineux. Dès maintenant et jusqu'à ce que le café du gouvernement devienne disponible, il n'y aura simplement qu'une question d'offre et de demande.

La consommation du café brésilien s'élève maintenant à environ 13 millions de sacs et tout fait prévoir qu'elle atteindra 13-12 millions de sacs pendant la présente année fiscale. On ne peut pas encore dire avec quelque degré de certitude ce que sera la production pour l'année fiscale suivante. Les rapports fournis à d'autres maisons et à nous varient considérablement. D'après nos propres estimés, la récolte de Rio et de Santos sera de 1 à 16 millions de sacs et la majorité des estimés tend à des chiffres inférieurs.

Après l'expérience de l'année dernière où on vit une augmentation de production de plus de 100 pour cent pour la récolte de Santos, le monde aura de la peine à croire à la possibilité de récoltes assez faibles pour être inférieures de mil-

lions de sacs à la quantité nécessaire pour l'univers.

Il est évident qu'après la période nécessaire de repos, les caféiers pourront produire dans quelques années, sous les mêmes conditions climatiques favorables qui ont eu lieu l'année dernière, une récolte semblable à celle de cette année, et cette croyance ne pourrait être déracinée que si une grande catastrophe détruisait un grand nombre de caféiers actuellement en culture.

Mais une terminaison heureuse des opérations du gouvernement sur le café demandera une série de petites récoltes ininterrompues.

Par petites récoltes nous ne voulons pas parler par rapport à la récolte énorme que nous venons d'avoir; nous voulons dire des récoltes n'atteignant pas 11½ millions de sacs.

Mettant la consommation moyenne du café brésilien pendant les quatre années suivantes à 14 millions de sacs (y compris les cafés de Bahia et de Victoria, ce qui est certainement un chiffre libéral), il faudrait que nous ayons à Rio et Santos une production ne dépassant pas 11½ millions de sacs pour consommer pendant cette période le café détenu par le gouvernement; cela laisserait encore dans le monde une quantité visible de 8½ millions de sacs de café de toute espèce.

C'est un aspect de la situation plus favorable que celui auquel nous pouvons attendre raisonnablement. La folie de l'entreprise du gouvernement deviendra plus apparente à mesure que le temps s'écoulera. L'intérêt et les frais de magasinage chaque année s'ajouteront à la charge et nous croyons avoir raison quand nous calculons la dépense qui en résulte à \$10,000,000 par an.

Pour établir un équilibre des valeurs, le gouvernement décida que le prix ne devrait pas varier beaucoup pour les grandes et les petites récoltes. Il paye au planteur un prix très rémunérateur, bien supérieur à celui qu'il aurait pu obtenir sur le marché, pour l'ensemble de sa production de l'année dernière.

Mais maintenant nous allons avoir une faible récolte et nous la voyons débiter au prix le plus bas qui ait prévalu en vingt-cinq ans, preuve suffisante que le plan du gouvernement a avorté. S'il enrichi le planteur au moment d'une forte récolte, il est plus que probable qu'une récolte faible lui fera subir une perte considérable.

Pour le moment nous considérons la condition du marché du café en dehors d'influences déprimantes. Le bas prix de la monnaie brésilienne est en quelque sorte une sauvegarde pour les achats faits par les marchés de consommation.

Un argument très important: "Livraison immédiate."